

INTRODUCTION

La Grande Guerre est une guerre « mondiale » proprement dite : à partir d'un incident survenu à Sarajevo en 1914 se déclenche un effet domino qui aboutit à ce que la quasi-totalité des États du monde se retrouvent à la table des traités à partir de 1919.

Écrire une « histoire mondiale » de la Grande Guerre permet une meilleure compréhension, autant technique que psychologique, de l'événement. Pour ne citer qu'un seul exemple, si l'on se contente de considérer cette guerre d'un point de vue franco-allemand, on reprochera automatiquement à Joffre d'avoir lancé sur le front ouest des offensives apparemment aussi vaines que sanglantes. C'est oublier qu'elles soulageaient le front russe, et ce faisant, maintenaient l'Allemagne dans l'étau qui lui a été fatal. Constamment, nous garderons à l'esprit ce jeu de bascule qui a permis la victoire de l'Entente sur l'Alliance, car l'effondrement russe à la fin de 1917 est arrivé trop tard pour profiter à l'Allemagne.

Généralement, l'histoire d'une guerre, et l'histoire des vaincus eux-mêmes, sont écrites par leurs vainqueurs. Mais raconter la Grande Guerre depuis tous les points d'observation permet d'atteindre également un meilleur équilibre dans le traitement des différents protagonistes. Quels étaient les sentiments des uns et des autres avant la guerre ? Comment ont-ils évolué, à mesure que l'épreuve s'éternisait ? Comment chaque camp, chaque nation même, a vécu et appréhendé cette guerre ? En accueillant avec équité les pensées de part et d'autre, on découvre que, si le Français prenait enfin sa revanche, l'Allemand

se sentait assiégé comme à l'intérieur d'une forteresse isolée du monde, l'Anglais défendait une suprématie qu'il croyait en danger, l'Américain se voyait affrontant les nouveaux « Huns » ; tandis que les Russes, surtout parmi les soldats de base, n'ont jamais su clairement pourquoi ils devaient se battre dans des conditions aussi dures. Des désirs complémentaires, ou bien contradictoires (entre les Italiens et les Serbes, par exemple), ont uni des nations ou au contraire les ont jetées les unes contre les autres, avec une violence dont l'historien d'aujourd'hui a du mal à rendre compte.

Ces événements paraissent très éloignés de notre époque, et pourtant les générations qui les ont traversés vivaient encore il n'y a pas si longtemps : en dehors du cas exceptionnel de la souveraine Zita d'Autriche-Hongrie, décédée le 14 mars 1989 – à quelques mois seulement de la chute du communisme en Europe et qui donc faillit voir se tourner non pas une, mais deux pages de l'histoire universelle – celui qui était premier lord de l'Amirauté au début de la guerre, Churchill, après une carrière inouïe, ne mourra qu'au milieu des années soixante, dans une société européenne en pleine mutation ; et plus généralement, la plupart des anciens combattants auront pu assister devant un téléviseur à la conquête de la Lune. Non seulement la Grande Guerre n'est pas aussi lointaine qu'on l'imagine, mais plusieurs réalités d'aujourd'hui en sont issues, par exemple l'instabilité durable du Proche-Orient, conséquence du démembrement de l'Empire ottoman. Et naturellement, la prépondérance américaine, qui a encore augmenté en 1945 mais a commencé au traité de Versailles, prenant le relais de l'Europe.

L'histoire écrite ici raconte une tragédie européenne, et nous nous sommes efforcé de la hisser au-dessus des chauvinismes. Un siècle après les événements, et en dépit des blessures infligées à toutes les familles des deux camps, cet effort d'honnêteté dans l'analyse est devenu possible.

PREMIÈRE PARTIE

LE MONDE AU 28 JUIN 1914

Rédigeant ses souvenirs en 1941 lors de son exil brésilien, Stefan Zweig raconte comment, le 28 juin 1914, prenant les eaux à Baden près de Vienne, au cœur d'une Europe tranquille et prospère, au sommet de son histoire, il apprend la nouvelle de l'attentat de Sarajevo. Ni lui, ni aucun de ceux qui l'entourent, n'imaginent un seul instant que l'événement entraînera les conséquences catastrophiques qu'on lui connaît. Nous sommes à une époque où les attentats contre des chefs d'État ou leurs représentants sont nombreux ; et puis Zweig n'aimait pas François-Ferdinand, il lui préférait de loin le nouvel héritier Charles ; aussi est-il très étonné d'assister durant juillet à une aggravation continue de la situation internationale ; et c'est de Belgique, où il a poursuivi ses vacances au bord de la mer, qu'il prend le dernier train en partance vers les contrées germaniques avant que la guerre n'éclate.

PANORAMA DU MONDE EN 1914

Le monde sous l'empire de l'Europe

À la veille de la Grande Guerre, dans un monde peuplé d'un milliard huit cents millions d'habitants, un habitant du monde sur trois est un Européen, ou bien de souche européenne installé ailleurs, surtout aux Amériques (aujourd'hui, un sur cinq). À elle seule, la population de l'Europe occidentale compte 20 % de la population mondiale (aujourd'hui, 7,5 %). Cette population a connu depuis le xv^e siècle un essor continu, tant au plan scientifique que technologique ou démographique, encore accentué tout au long du xix^e siècle avec la révolution industrielle dont elle est le seul auteur. Quand la tragédie commence, à quelques exceptions près le monde se divise entre, d'une part, les anciens empires coloniaux européens, et d'autre part les nouveaux empires coloniaux européens. À des degrés divers (c'est moins vrai du Pérou, très indien, que de l'Argentine toute blanche) l'Amérique est un prolongement de l'Europe. Le reste du monde est sous souveraineté européenne : on compte sur les doigts d'une main les exceptions notables. La domination européenne est tellement écrasante, le déséquilibre tellement inédit dans l'histoire du monde, que des deux côtés, celui de l'Européen et celui du non-Européen, on se persuade d'une sorte de supériorité naturelle de « l'homme blanc ». La victoire du Japon sur la Russie en 1905 est sur-interprétée, parce que d'abord le Japon s'était équipé d'un matériel européen ultramoderne, ensuite il avait commencé par attaquer la base russe par surprise sans déclaration de guerre, enfin toutes les contraintes de cette guerre étaient du côté russe : 8 000 kilomètres terrestres d'éloignement entre leur base de Port-Arthur et leur capitale Saint-Pétersbourg, huit mois de circumnavigation sur 18 000 milles, soit plus de 33 000 km, devant même contourner l'Afrique (du fait de l'amitié anglo-nipponne d'alors, le canal de Suez leur était fermé) avant que la flotte russe n'arrive épuisée au secours de son armée d'Extrême-Orient. Le Japon au contraire n'avait pas ces soucis de logistique, il se battait près de chez

lui, fort de 93 navires contre 29 : qui sait ce qu'il fût advenu de sa flotte si elle avait dû faire le même trajet en sens inverse, jusqu'en Baltique ?

S'il existe une vraie menace sur l'Europe, c'est la fermentation des doctrines conçues au siècle précédent : l'exaltation nationaliste, d'une part, de l'autre les projets révolutionnaires nés des rancœurs sociales. On parlera plus tard de « Belle Époque », mais cette époque n'est pas aussi belle pour tout le monde. Sans doute, en 1914, la misère ouvrière est-elle moins grande qu'au plus fort du siècle qui vient de s'écouler, mais les classes privilégiées et les gens pacifiques gardent encore le souvenir effrayé des attentats anarchistes frappant le sommet des sociétés : Auguste Vaillant lançant une bombe en pleine chambre française des députés en 1893 ; le président de la République française, Sadi Carnot, assassiné en 1894 ; Elisabeth d'Autriche en 1898 ; le roi d'Italie Humbert I^{er} en 1900 ; le président américain William Mac Kinley en 1901 ; Charles I^{er} de Portugal en 1908, le premier ministre russe Stolypine en 1911, Georges I^{er} de Grèce en 1913. Et la question ouvrière posée contre le pouvoir bourgeois induit un cosmopolitisme qui voudrait que toute controverse politique ultime soit ramenée au seul affrontement des classes, par-delà les frontières. Le socialiste ne se veut d'aucune patrie, il en appelle, après Marx, à ce que les prolétaires de tous les pays s'unissent contre les capitalistes.

Sarajevo surprendra parce que sa motivation sera autre. Les nationalismes, eux, exaltent la nation, soit pour nourrir l'espoir de la revanche comme en France, soit pour la volonté de puissance comme en Allemagne et en Angleterre, soit pour l'affirmation de son identité propre, comme en Bohême, en Russie ou chez les Slaves du Sud. Le nationalisme peut conduire jusqu'à assimiler un peuple à une race à part qu'il convient de sauvegarder de toute atteinte et de protéger contre ses voisins. Pendant que l'écrivain Maurice Barrès regrette que les Français ne soient pas une race, une plaisanterie anglaise affirme que « l'Afrique commence à Calais » : l'irrationnel gagne des esprits échauffés par des sentiments de puissance ou d'orgueil. Nous n'en sommes pas encore au jour où ces différents emportements idéologiques entraîneront vers une même idolâtrie de l'État, auquel on aura confié la charge des intérêts de la nation ou ceux du socialisme, mais

tous les ingrédients intellectuels sont déjà conçus, que le siècle qui s'ouvre ne fera qu'appliquer.

Pourtant, malgré la fermentation idéologique d'où sortiront les cauchemars du xx^e siècle, en 1914 une écrasante majorité d'Européens ont des valeurs politiques, économiques et sociales très proches d'un pays à l'autre. La III^e République française est un modèle différent de ses voisins, mais ce n'est pas pour rien que les attentats anarchistes l'ont frappée comme les autres. Il est bien vrai que le système républicain est alors très minoritaire en Europe. En Suisse c'est une tradition pluriséculaire et il n'y est pas révolutionnaire. La proclamation de la République au Portugal en 1910 n'a entraîné aucune révolution sociale. Avec la France, voilà en Europe les trois républiques (sans compter la cité de Saint-Marin, survivance des anciennes républiques aristocratiques italiennes, épargnée par l'unification de la Péninsule pour avoir hébergé Garibaldi) tandis que l'ensemble du continent est monarchique. Au demeurant, ces monarchies ne peuvent être comparées à celles du xviii^e siècle : l'Angleterre a depuis longtemps adopté un régime parlementaire, et tous les autres États ont traversé les turbulences libérales du siècle qui vient de s'écouler, en particulier les révolutions de 1848. Partout les parlements jouent un rôle important, même la Russie est devenue une monarchie constitutionnelle après la Révolution de 1905, et le poids des parlementaires, qui entendent parler au nom de l'opinion publique, va se révéler très lourd quand la crise de l'été 14 éclatera. Il n'y a pas non plus de différence de régime entre les futurs adversaires : le roi des Belges, qui préside le conseil des ministres et commande les armées, n'a pas moins de pouvoir que le Kaiser ou le tsar. L'Angleterre, même si le fonctionnement de son État est plus anciennement démocratique, pratique le suffrage censitaire, comme en Hongrie, en Prusse, en Suède, aux Pays-Bas, contrairement au reste de l'Allemagne, à l'Autriche, et depuis 1905 à la Russie, qui ont adopté comme la France le suffrage universel. L'Empire russe a accordé pour son grand-duché de Finlande le droit de vote et l'éligibilité aux femmes en 1906 : depuis que le droit de vote a été retiré aux femmes françaises en 1791, cette avancée est restée unique en Europe jusqu'à ce que la Norvège l'imite en 1913. En 1914, l'Angleterre reste

un pays dominé par sa noblesse : ce n'est pas forcément vrai dans les autres monarchies. C'est vrai en Hongrie, pour des raisons autant sociales qu'historiques : ce sont les seigneurs du pays qui ont obtenu de l'Autriche l'indépendance de la Hongrie et la création d'une double-monarchie ; ainsi, le parlement est largement une chambre de seigneurs – outre le fait que le suffrage universel mettrait fin à la domination des Hongrois sur les Slaves et les Roumains du royaume. Mais ce n'est pas vrai en Autriche. C'est plus vrai en Prusse, où les Junkers jouent un rôle important, que dans le reste de l'Allemagne. En fait, il est généralement plus avantageux d'être né dans l'aristocratie anglaise, beaucoup plus riche que l'allemande ou l'autrichienne, que dans une autre aristocratie. Dans l'Angleterre de cette époque, on a donné ses épulettes d'officier à un étudiant médiocre, qui ne les méritait pas au vu de son niveau scolaire, mais qui est le petit-fils du duc de Marlborough : il serait « shocking » de les lui refuser. On a d'ailleurs raison, c'est le système scolaire qui est aveugle : il s'appelle Winston Churchill. On ne voit pas non plus que la cour de Buckingham soit moins brillante que celles de Vienne ou de Berlin. Ce qui est vrai, c'est que le roi d'Angleterre règne et ne gouverne pas, contrairement à la plupart des autres souverains d'Europe. Mais qu'est-ce que cela change entre deux existences, celle d'un Berlinois et celle d'un Londonien ? En 1914, il vaut mieux être un prolétaire berlinois que londonien ou parisien, parce que les lois sociales allemandes sont bien plus avancées qu'ailleurs. La protection sociale (régimes de retraite, assurances contre la maladie et les accidents) y est en avance. En France, le farouche républicain Georges Clemenceau réprime la grève des mineurs dans le Pas-de-Calais en 1906, puis fait tirer sur les viticulteurs languedociens en 1907 (« la Révolte des gueux ») au point de provoquer la mutinerie du 17^e régiment de ligne... qui recommencera en 1917. De même, on glose sur les fortunes de la noblesse russe, la plus importante étant de loin celle de Félix Youssoupov, réputé « plus riche que le tsar » et qui assassinera Raspoutine en 1916. Sa fortune, comprenant des millions d'hectares, des participations dans 3 000 sociétés, des quartiers à Moscou et Saint-Petersbourg, était évaluée à l'équivalent d'environ 90 milliards de dollars d'aujourd'hui. Pourtant, cette fortune fabuleuse

n'atteint pas la moitié de celle de son contemporain l'Américain John Davison Rockefeller, estimée à 200 milliards. Les fortunes des autres grandes familles russes sont bien peu de chose à côté de ce que possèdent à cette époque, en Amérique démocratique, les familles Du Pont de Nemours, Astor, Morgan, Gould ou Vanderbilt, les industriels Andrew Carnegie, Henry Ford etc. Les Américains, dont certains soldats affirmeront en 1917 qu'ils viennent « combattre tous les rois », vivent dans une société aussi inégalitaire qu'en Russie – en 1914, 2 % des citoyens américains possèdent à eux seuls la moitié de la richesse nationale, ce qui est certes moins qu'aujourd'hui où l'on est passé à 1 %, mais tout de même remet en perspective l'égalitarisme officiel – cependant, leur inégalité est due au libéralisme économique, tandis que celle de la société russe est justifiée par une hiérarchie sociale conservatrice : la différence n'est pas matérielle, mais psychologique.

La France en est à sa troisième république, dont la vie politique est régulièrement affectée par des scandales qui discréditent son régime sur la scène internationale. Son anticléricalisme ne se différencie pas beaucoup du « Kulturkampf » de Bismarck contre l'Église catholique allemande, mais il exalte la mémoire révolutionnaire. La République a confisqué les biens des congrégations, expulsé 50 000 religieux, elle a fiché les officiers, comme Foch, qui vont à la messe. Quinze ans avant la guerre, lors de l'Affaire Dreyfus, le grand écrivain de gauche Emile Zola a présenté le capitaine Alfred Dreyfus comme une « *victime du milieu clérical où il se trouvait* », a appelé le président français à procéder à une épuration de l'armée sur des critères anticatholiques : « *Quel coup de balai le gouvernement républicain devrait donner dans cette jésuitière !* » et a été écouté. En France, l'armée française peut être vue de deux manières : celle de la droite, qui y voit la continuation des vertus chevaleresques et l'expression de la puissance des élites naturelles ; ou bien celle de la gauche, qui préfère y voir les soldats de l'An II, les combattants de Valmy, l'armée populaire renversant les trônes d'Europe dans les guerres de la Révolution : « *Ah ! certes, oui, l'armée qui se lèverait à la première menace, qui défendrait la terre française, elle est tout le peuple et nous n'avons pour elle que tendresse et respect* ». La gravité de cette crise a persuadé certains observateurs